

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

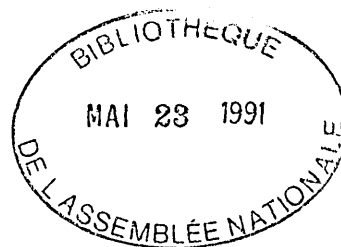
Projet de loi 288  
(Privé)

## **Loi concernant la municipalité d'Oka**

---

### **Présentation**

Présenté par  
**M. Jean-Guy Bergeron**  
Député de Deux-Montagnes



---

Éditeur officiel du Québec  
1991



# Projet de loi 288

(Privé)

## Loi concernant la municipalité d'Oka

ATTENDU que, dans le cadre d'un ensemble de transactions intervenues en septembre 1990, la municipalité d'Oka a reçu de la Couronne du chef du Canada une importante somme d'argent;

Qu'une portion de cette somme a été versée *ex gratia* pour compenser la perte de revenus fonciers que la municipalité aurait pu raisonnablement anticiper si le projet de développement immobilier, qui était alors proposé à l'égard des terrains ayant fait l'objet des transactions avec la Couronne du chef du Canada, avait pu être réalisé;

Qu'il y a lieu de constituer un fonds spécial dans lequel sera versée une portion de la somme reçue par la municipalité de la Couronne du chef du Canada pour être utilisée en conformité des dispositions de la présente loi;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La municipalité d'Oka est dotée d'un fonds spécial constitué d'une somme de 2 800 000 \$ et des revenus générés par cette somme.

**2.** En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par le Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), la municipalité peut placer les sommes faisant partie du fonds spécial dans une banque, une caisse d'épargne et de crédit ou une société de fiducie et effectuer les placements ou achats de titres suivants:

1° ceux mentionnés aux paragraphes *a* à *g* de l'article 981o du Code civil du Bas-Canada;

2° ceux mentionnés aux paragraphes 4° à 4.5°, 9°, 11°, 14° et 15° de l'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1).

**3.** La municipalité est autorisée à confier la gestion du fonds spécial à toute compagnie d'assurance, société de fiducie ou autre société autorisée par la loi à administrer le bien d'autrui ou à tout courtier ou conseiller en valeurs au sens de la Loi sur les valeurs mobilières, et à conclure tout contrat à cette fin.

**4.** Au 31 décembre de chaque année à partir de 1992, une somme déterminée selon la formule suivante est virée du fonds spécial au fonds général de la municipalité, s'ajoutant à ses revenus de l'année:

$$\text{Somme virée} = \frac{f \times i}{\left[ 1 - \left( \frac{1}{1+i} \right)^n \right]} \times (1+i)$$

$f$  = la totalité des sommes au fonds spécial immédiatement avant le virement, incluant les sommes empruntées en vertu de l'article 6.

$i$  = 13,5 %

$n$  = 29 moins le nombre de virements effectués précédemment conformément au présent article.

**5.** Malgré l'article 4, la municipalité peut, par règlement, retirer du fonds spécial des deniers aux fins d'affectations spécifiques. Le règlement doit préciser les montants ainsi retirés du fonds spécial de même que les fins spécifiques auxquelles ces deniers seront affectés. Un tel règlement doit être soumis à l'approbation des personnes habiles à voter du secteur concerné de la municipalité conformément aux dispositions du titre II de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2). Aux fins du présent article, le secteur concerné de la municipalité correspond au territoire de la municipalité tel que délimité à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et, advenant toute modification des limites du territoire de la municipalité, le secteur concerné correspond à toute partie de ce territoire qui, à la date de référence, fait toujours partie du territoire de la municipalité.

**6.** La municipalité peut, par résolution, emprunter au fonds spécial pour des dépenses en immobilisation. La résolution autorisant l'emprunt indique le terme de remboursement, qui ne peut excéder cinq ans, de même que ses modalités qui doivent permettre d'effectuer les virements annuels prévus à l'article 4. La municipalité peut aussi, de la même manière, emprunter au fonds spécial en attendant la

perception de ses revenus; dans ce cas, le terme de remboursement ne peut excéder douze mois. La municipalité doit prévoir, chaque année, à même ses revenus généraux, une somme suffisante pour rembourser l'emprunt au fonds spécial. Tous les emprunts effectués au fonds spécial doivent porter intérêt à un taux établi en fonction du taux en vigueur sur le marché pour un prêt similaire.

**7.** Le fonds spécial et les emprunts qui y sont faits en vertu de l'article 6 ne peuvent faire l'objet, par le biais d'un accord ou autrement, du partage de l'actif et du passif de la municipalité advenant un regroupement ou une annexion de tout ou partie du territoire de la municipalité ou advenant un redressement ou une autre forme de modification des limites territoriales de la municipalité.

**8.** Le fonds spécial est créé pour la période débutant à l'entrée en vigueur de la présente loi et se terminant le 31 décembre 2020. À la fin de cette période, le reliquat est versé au fonds général de la municipalité, s'ajoutant aux revenus de celle-ci pour l'exercice alors en cours.

**9.** La présente loi entre en vigueur le *(indiquer ici la date de la sanction de la présente loi)*.